

Pierre Jacquet : Pétrole maudit

par Pierre Jacquet

Le nouveau choc pétrolier, dont on sait qu'il équivaut, au moins en termes réels, aux chocs précédents et qu'il sera probablement durable, nourrit l'inquiétude sur l'évolution de la conjoncture mondiale et sur la capacité des économies des pays consommateurs à faire face. On s'est moins intéressé à son impact sur le développement des pays producteurs pauvres. Or, un certain nombre de pays parmi les plus pauvres, notamment en Afrique subsaharienne, détiennent des ressources pétrolières ; certains, comme le Tchad, la Mauritanie, la Guinée équatoriale, le Soudan, Sao-Tomé-et-Principe, sont de nouveaux producteurs ; d'autres, anciens producteurs, comme le Gabon, doivent apprendre à gérer l'extinction prévisible de leurs réserves. Pour tous, le choc pétrolier se traduit par une soudaine abondance de ressources et une importance géostratégique renouvelée. Or, ce choc « positif » soumet les pays producteurs pauvres à des défis colossaux.

De nombreuses études, dans les vingt dernières années, ont en effet analysé la « malédiction des ressources naturelles » qui semble frapper leurs détenteurs. On connaît les mécanismes par lesquels s'exprime cette malédiction. Tout d'abord, même les pays les mieux gérés doivent faire face à un problème bien connu, celui dit du « syndrome hollandais », en référence à la situation des Pays-Bas dans les années 1970 : la rentabilité du secteur pétrolier et gazier fait monter les coûts des biens non échangés et des salaires, ce qui affecte la compétitivité des autres secteurs, notamment le secteur manufacturier exportateur. L'accroissement des ressources pétrolières peut conduire à une perte de compétitivité, une appréciation du taux de change réel, qui pénalise la diversification de l'économie et sa capacité d'exportation.

Dans les pays à la gouvernance plus fragile s'ajoutent les dommages collatéraux liés aux luttes politiques et sociales pour le partage, voire la captation, du pactole. Cet objet de convoitise porte une responsabilité dans l'émergence et la persistance des conflits qui minent l'Afrique. Il nourrit aussi la corruption et affaiblit les institutions.

La conclusion est donc sans appel : le pétrole enrichit certains, mais ne fait pas le développement ; les pays pétroliers ont un produit intérieur brut (PIB) par tête supérieur à celui de leurs voisins, mais le taux de pauvreté n'y est pas nécessairement plus faible, ni le développement humain plus avancé. Les résultats des pays producteurs en témoignent : au sud du Sahara, plusieurs pays exportent depuis longtemps du pétrole, comme le Nigeria, l'Angola, le Gabon, le Congo-Brazzaville ou encore le Cameroun. Les hydrocarbures constituent entre 40 % et 70 % du PIB de ces pays, plus de 80 % des recettes fiscales et souvent 90 % des exportations. Leurs indicateurs de développement n'en sont pas meilleurs pour autant. Le Nigeria et l'Angola, les deux principaux producteurs, ont, selon les calculs de l'Organisation des Nations unies, des indices de développement humain (0,453 et 0,445) inférieurs à la moyenne de ceux des pays à « faible développement » (0,486). Ils se retrouvent respectivement 158e et 160e sur 177 dans le classement mondial. La Guinée-Equatoriale bénéficie, quant à elle, de l'une des plus importantes découvertes de pétrole de ces dernières années. Cette ancienne colonie espagnole de moins de 500 000 habitants a, désormais, une production de 350 000 barils par jour, ce qui en fait le troisième producteur d'Afrique subsaharienne. Depuis la mise en production en 1997, son PIB a progressé de 36 % par an en moyenne, mais les conditions de vie des populations ne se sont pas améliorées. La trop lente réduction de la mortalité infantile ne s'est pas accélérée tandis que plus de la moitié de la population n'a toujours pas accès à l'eau potable, même dans les zones urbaines.

Pour gérer la manne pétrolière, il faut des institutions solides et des mécanismes crédibles et transparents de partage de la rente. Les pays les plus pauvres n'en sont pas forcément dotés. Cette réalité a amené les bailleurs de fonds à intervenir pour tenter d'aider les pays producteurs à conjurer la malédiction. La Banque

mondiale a négocié avec le Tchad la mise en place d'un système complexe d'épargne et de redistribution permettant à la fois d'affecter les ressources directes de l'exploitation pétrolière à la lutte contre la pauvreté, et d'encadrer l'utilisation des ressources fiscales qu'elle générera. Le fonctionnement de ce dispositif, dans un contexte économique et budgétaire contraint, demande de la discipline dans les arbitrages inévitables en matière de dépenses publiques.

Cet exemple montre combien la découverte et l'exploitation de ressources pétrolières en Afrique accroissent l'urgence de l'aide au développement, non pas principalement par les ressources financières qu'elle apporte, mais surtout par une contribution qu'il faut approfondir à la construction de véritables capacités institutionnelles.

(5000 caractères) - (756 mots)